

Questions orales

Notre caucus a rencontré aujourd'hui des représentants du monde agricole et des politiques qui, pour parler de l'agriculture, employaient des expressions comme «le déclin d'une nation» et «l'agonie d'une culture».

Les statistiques montrent que les faillites d'entreprises agricoles et connexes ont augmenté de 77 p. 100 en octobre, par rapport à septembre, mais de 250 p. 100 pour la Saskatchewan. Certains agriculteurs ne tiendront pas le coup jusqu'à Noël. Pourtant, ce gouvernement insiste pour attendre avant de distribuer la totalité de ses fonds d'urgence destinés aux agriculteurs?

Pourquoi pas maintenant, par pitié?

L'hon. Charles Mayer (ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien et ministre d'État (Céréales)): Monsieur le Président, par souci de précision, je rappelle que l'argent est distribué dès maintenant. Déjà environ 10 p. 100 de la somme totale prévue dans le compte de stabilisation du revenu net a été envoyée. Des formules de demande seront envoyées avant la fin de cette semaine, pour ceux qui voudront se prévaloir de l'aide spéciale s'élevant à 400 millions de dollars. On a aussi commencé à distribuer l'argent prévu dans le cadre du régime universel.

Les agriculteurs peuvent obtenir des avances en argent comptant. Le gouvernement, en offrant une marge de crédit à l'Union soviétique, entre autres, accélère grandement le transport terrestre et maritime du grain.

C'est en tant qu'agriculteur que je dis que nous avons beaucoup apprécié d'avoir la visite des agriculteurs, cette semaine. J'ai eu la chance de les rencontrer ce matin, et le caucus entier a passé une heure avec eux. Nous les avons rencontrés hier en compagnie du vice-premier ministre. Notre premier ministre a aussi rencontré son homologue de la Saskatchewan. Ils ont plaidé leur cause avec beaucoup de distinction, et je crois qu'ils sont parvenus à convaincre les gens de la tristesse de leur situation. On prend ainsi conscience du mérite qu'ils ont, en cette période où les prix sont tellement bas.

Cela étant dit, nous sommes en train de distribuer l'argent que nous avons déjà offert. À mon avis, le député devrait se rendre compte que quelque 2,8 milliards de dollars nets seront versés aux agriculteurs dans le cadre de programmes du gouvernement d'ici la fin de juin 1992; c'est beaucoup d'argent.

M. John Harvard (Winnipeg St. James): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse aussi au premier ministre, qui a laissé entendre hier qu'il allait rencontrer le ministre des Finances pour discuter de la possibilité d'octroyer une aide financière supplémentaire aux agriculteurs. S'il prend autant de temps à se faire une idée que la dernière fois, des centaines d'agriculteurs pourraient perdre leurs entreprises.

Ma question est la suivante: peut-il donner l'assurance aux agriculteurs canadiens qu'il leur fournira sans tarder cette aide avant que des centaines d'entre eux fassent faillite?

L'hon. Charles Mayer (ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien et ministre d'État (Céréales)): Monsieur le Président, sauf votre respect, les programmes qui sont mis en oeuvre sont le résultat de consultations tenues auprès des associations d'agriculteurs et des provinces. J'estime que l'aide financière est versée assez rapidement, compte tenu du processus que nous devons utiliser.

Par le passé, une partie de l'aide n'était versée que le printemps, au moment des semences, ce que le député n'a pas manqué de signaler bruyamment à la Chambre ces dernières années. Une partie de l'aide de cette année est en fait sur le point d'être versée. Je viens tout juste de lui dire que les formulaires de demande vont être postés dès cette semaine. Si les agriculteurs remplissent leurs formulaires et nous les font parvenir sans tarder, ils recevront sans doute une partie de leur argent avant Noël.

• (1430)

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, j'ai une question très grave à poser au premier ministre du Canada.

La plupart d'entre nous, députés, avons eu l'occasion, ces deux derniers jours, de nous entretenir avec des agriculteurs de toute la région des Prairies. Nous connaissons le sentiment de frustration, le désespoir et la situation tragique que vivent ces agriculteurs. Depuis les années 30, nous traversons en ce moment la pire crise de notre histoire, si l'on tient compte du nombre des faillites, du nombre des revenus nettement inférieurs au seuil de la pauvreté, de toutes sortes de problèmes sociaux et économiques, puis de l'exode de la population scolaire et de la population rurale.

Ainsi, le premier ministre peut-il dire aux agriculteurs de notre pays, et notamment à ceux des Prairies, s'il est disposé à leur accorder l'aide supplémentaire de 500 millions de dollars qu'ils demandent et cela, sous peu?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, j'ai eu un excellent entretien hier à ce sujet, justement, avec le premier ministre de la Saskatchewan. Celui-ci a reconnu, je crois, que les sommes versées dans le cadre du régime universel et du compte de stabilisation du revenu net et le paiement compensatoire de 800 millions de dollars sont probablement les montants les plus importants jamais versés par le gouvernement fédéral aux agriculteurs canadiens.